

Analyse Assises 09/11/21

Contenu du plan bruxellois

a) Général

- La liste des actions est très longue. Il manque une priorisation. A nous donc d'insister sur certaines actions essentielles.

b) Implication des personnes racisées / société civile: l'on y prête attention

- pour les campagne de sensibilisation
- « valoriser le vécu des personnes avec une expérience migratoire » en matière de santé.
- donner plus de place aux messages de la s ociété civile dans l'espace public
- consultation systématique des acteurs reconnus pour leur engagement et leur expertise comme partie du processus et des procédures du parlement
- Prévoir des budgets et renforcer le rôle et l'expertise de l'associatif, directement en contact avec les publics concernés.

c) Intersectionnalité:

- Mentionnée à 4 reprises, pour le monitoring et pour les actions.

d) Différentes formes de racisme :

Roms	0 mentions
Islamophobie / musulmans	1 mention <ul style="list-style-type: none"> • crimes de haine
Antisémitisme / juifs	17 mentions <ul style="list-style-type: none"> • Le Juif ne se voit pas • Accès aux soins de santé • Différence entre racisme et antisémitisme malgré convergence des luttes • Ajouter ce terme au titre des Assises • Médias sociaux • Crimes de haine – Cellule de surveillance de l'antisémitisme + nouvelles cases dans formulaire du PV. • Statues/rues dans l'espace public, plus de visibilité, folklore
Personnes sans papiers	7 mentions <ul style="list-style-type: none"> • Aide médicale urgente et stigmatisation quant aux soins de confort • Accès à assurance maladie invalidité • Accès à la formation • Demande de permissi de travail à partir de la Belgique • Faciliter octroi titres de séjour • Discrimination dans l'accès à un logement • permettre aux femmes en situation irrégulière de séjour d'accéder aux refuges pour femmes victimes de violence intrafamiliale
Personnes afrodescendantes / négrophobie	4 mentions

	<ul style="list-style-type: none"> • nécessité de représentation à l'écran et dans les rédactions des médias, • attention portée à la décolonisation de l'espace public, en ce compris de nouvelles statues • mise en valeur de personnes afrodescendantes • crimes de haine
Personnes Asiatiques / asiafobie	2 mentions <ul style="list-style-type: none"> • nécessité de représentation à l'écran dans les médias • crimes de haine
Personnes migrantes	4 mentions <ul style="list-style-type: none"> • facteurs déterminants pour leur santé • les orienter vers tous les métiers du soin • valoriser leur expérience du vécu • reconnaissance dans la sphère publique
Gens du voyage	10 mentions <ul style="list-style-type: none"> • nécessité et organisations de terrains • renforcer cadre législatif

e) Port de signes convictionnels

- **Partiellement.**
 - “De beste manier om een bevolking op te voeden is te vertrekken vanuit een inclusieve neutraliteit.”
 - L'on souligne le manque d'accord à ce sujet, et le danger de prosélytisme.
 - Pour l'emploi: mener une réflexion sur la diversité convictionnelle dans une perspective inclusive et intersectionnelle au sein des organismes d'intérêt public en Région bruxelloise.

--> **Cela manque de clarté sur l'action à entreprendre:** pas de référence au “front et back office”, ni à l'outil du mystery shopping pour vérifier la qualité du service rendu par tou.te.s les employé.e.s.

f) Logement

Action	Mentionné
Testings d'initiative en impliquant tiers	Partiellement: pas explicitement dans sa dimension proactive. (mais la secrétaire d'Etat en a l'intention) Pas de possibilité de faire appel à des tiers.
Ressources suffisantes pour inspections	Oui
Sanctions progressives	Oui
Encadrement des loyers	“promouvoir une politique fiscale qui touche au patrimoine immobilier, afin de capter une partie de la rente foncière et d'agir sur le contrôle des loyers”
30 000 nouveaux logements sociaux	“nécessité de construire de nouveaux logements publics,” Cela reste non-mesurable

Subvention au loyer	Non
Notification Logement Temporaire	oui
Création fonds garantie locative	oui
Terrains de transit et de résidence gens du voyage	Partiellement, nombreux passages, mais pas parlé d'obliger les communes, ni de plan de distribution pour la Région bruxelloise

g) Emploi

Action	Mentionné
Testings d'initiative sans accord de l'auditeur du travail et sur base de datamining En impliquant des tiers	Oui , renforcer les outils de contrôle afin de mener des contrôles de manière proactive. Différentes pistes sont possibles : l'exploration de données (data mining), recourir à des données existantes sur base sectorielle, mobiliser des CV anonymisés pour permettre à l'inspection de tester les entreprises suspectées de pratiques discriminatoires. Possibilité d'ouvrir les tests à d'autres acteurs institutionnels ou associatifs,
Obligation de notification de discrimination par les fonctionnaires	Partiellement, car pas d'obligation <ul style="list-style-type: none"> mettre en place un service d'écoute et un point de contact spécifique pour les agents des services publics définir une procédure spécifique en cas de signalement interne pour les agents des services publics améliorer la protection contre les représailles suivant le signalement d'actes ou de propos racistes
Pouvoirs plus étendus inspections	Oui , doter l'Inspection du travail de pouvoirs plus étendus en matière de lutte contre les discriminations. Elle pourrait par exemple disposer du pouvoir de sanctionner les entreprises en mettant fin aux subventions de mise à l'emploi
Procédures équivalence diplômes et validation compétences	Oui , <ul style="list-style-type: none"> reconnaître pleinement les qualifications des personnes d'origine noneuropéenne et diplômées à l'étranger. Une simplification et la gratuité de la procédure d'équivalence de Diplôme. "ondervertegenwoordiging objectief verder te analyseren, bijvoorbeeld in welke mate het niet erkennen van diploma's een rol speelt." modifier, faciliter et rendre gratuites les procédures actuelles d'équivalence des diplômes étrangers et de validation des compétences. investir dans la validation des compétences et des acquis par l'expérience ;
Possibilité de demander permis de travail à partir de la Belgique	Oui

	<ul style="list-style-type: none"> • Instaurer une autorisation de travail unique et dont la demande se fera à partir du territoire (ce qui permettrait aussi de mieux agir sur les métiers en pénurie • Entamer une réflexion autour de la suppression du permis de travail • abroger l'article 4 § 2, de la loi de 1999 empêchant de considérer comme recevable un dossier pour un permis unique, introduit par un patron qui aimerait recevoir l'autorisation d'occuper un travailleur étranger, fût-il sans papiers
Implémentation Directive Sanctions	<p>Oui</p> <p>Revoir la manière dont la directive sur les sanctions a adapté la loi du 11 février 2013, une loi qui devait prendre en considération l'article 13.4 de ladite directive</p>
Objectifs chiffrés comme critère d'évaluation des cadres	<p>Partiellement</p> <ul style="list-style-type: none"> • introduire des objectifs chiffrés et contraignants sur la base de l'origine dans les plans de diversité des entreprises publiques, locales et régionales. • mettre en place un outil de suivi régional de la diversité au sein de la fonction publique
Plan diversité pour chaque administration	<p>Partiellement</p> <p>Exiger un suivi des plans et des clauses en désignant, un ou une fonctionnaire spécialisé dans chaque service</p>
Fonctionnaire de référence plan diversité dans chaque administration publique	<p>Partiellement:</p> <p>Positionner les managers diversité au niveau des ressources humaines examiner les moyens d'assurer l'attractivité de la fonction de manager diversité</p>
Permettre port signes convictionnels front- et back office	<p>Partiellement, Mener une réflexion sur la diversité convictionnelle dans une perspective inclusive et intersectionnelle au sein des organismes d'intérêt public en Région bruxelloise.</p>
Actions positives secteur public	<p>Oui, mettre en place des actions positives sur mesure et des rapports annuels intermédiaire pour assurer un meilleur suivi</p>
Promotion possibilité actions positives (secteur privé)	<p>Oui</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inciter les partenaires sociaux à mettre en oeuvre des programmes d'action positive au niveau sectoriel et définir des objectifs chiffrés sur la base de l'origine, dans ce cadre-là. • impulser et soutenir les actions positives des entreprises
Simplification procédures recrutement	<p>Non</p>
Actiris: objectifs chiffrés pour clients et travailleurs racisés	<p>Partiellement</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • "systématiser l'usage de la variable origine dans les statistiques du chômage et de l'emploi." • Trouver des moyens originaux, créatifs, alternatifs, pour aller au plus près des publics les plus éloignés du marché de l'emploi, en particulier ceux qui ne vont pas directement vers les institutions.
Actiris: détection discrimination par datamining	Non. Mention de datamining mais pas par Actiris
Réforme plans diversité Actiris	Oui <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer plans diversité. • Fixer les plans diversité pour une durée de cinq ans et non plus deux imposer une représentation de certains services comme les ressources humaines et la communication dans les commissions d'accompagnement ; • Augmenter les moyens de fonctionnement du comité régional de la diversité pour renforcer son rôle • Réformer les subsides pour la diversité et les lier à la mise en place effective d'un manager institutionnel, d'un plan d'action diversité et d'actions en lien avec les objectifs prioritaires du gouvernement
Clauses sociales marchés publics	Oui <ul style="list-style-type: none"> • "instaurer une obligation de plan de diversité aux entreprises qui reçoivent des subventions publiques ou surtout des aides à l'emploi." • imposer une politique de diversité contenant des clauses antidiscriminatoires, des plans de diversité et des objectifs chiffrés et intelligibles à l'ensemble des secteurs.

h) Sensibilisation

Action	Mentionné
Implication société civile	Oui, " impliquer systématiquement les personnes racisées dans le processus de développement des campagnes de sensibilisation contre le racisme."

<p>Formation professionnels sur l'antiracisme</p>	<p>Partiellement,</p> <ul style="list-style-type: none"> travailler sur la formation initiale et continue des managers diversité, notamment par le biais d'un kit de formation de départ, un accompagnement continu des managers diversité et des formations sur différentes thématiques en entreprise (employeurs et délégués syndicaux) intégrer dans les formations de Bruxelles Formation des modules sur le racisme informer, sensibiliser et former les employeurs et les recruteurs à la lutte contre le racisme, Formation des professionnels du marché locatif former les intervenants sociaux qui travaillent sur ces politiques publiques, qui interviennent dans des contrats de quartiers, les doter de compétences qui leur permettent de conjuguer ces multiples appartenances qui sont au cœur des habitants former et sensibiliser le personnel des services d'aide qui accueillent les jeunes
<p>Campagnes (pas vraiment une recommandation de la Coalition)</p>	<ul style="list-style-type: none"> In de toekomst zouden er [...] ook affiches met informatie over racisme moeten worden getoond. sensibiliser durant tout le processus scolaire sur la thématique du racisme et de tout type de discrimination

i) Sécurité et prévention

Action	Mentionné
Inscrire interdiction profilage ethnique dans la loi fonction police	Oui, compétence fédérale
Enregistrement systématique des contrôles de police	Oui, compétence fédérale et locale
Récepissé du contrôle	Oui, compétence fédérale et locale
Création d'une cellule générale de veille des crimes de haine	Oui, compétence fédérale
Lutte contre violences policières	Oui, compétence fédérale et locale
Police de proximité	Oui, compétence fédérale et locale

j) Santé et bien-être

Action	Mentionné

k) Décolonisation

Action	Mentionné
Contextualisation noms de rue et statues	Oui
Représentativité dans l'espace public	Oui
Financer organisations soutenant cibles de racisme, travaillant sur décolonisation et antiracisme	Partiellement, prévoir des budgets et renforcer le rôle et l'expertise de l'associatif, directement en contact avec les publics concernés.
Reconnaissance de l'expertise de personnes racisées	Oui
Travail de recensement et d'archives	Oui
Développement de programmes de réparations	Non
Soutenir financièrement les campagnes d'information destinées au grand public	Pas explicitement sur la décolonisation
Combattre les caricatures raciales , la représentation raciste de personnes ayant des racines africaines (par exemple, 219.zwarte piet) dans l'espace public	Oui, "remettre en question les caricatures raciales, notamment dans le folklore."
La création d'un (nouveau) musée consacré à l'histoire, aux cultures et aux richesses africaines,	Non
La collecte et suivi des données en fonction de l'origine migratoire / L'audit et le monitoring de la situation des personnes d'origine africaine en matière d'égalité des droits.	Partiellement, pas spécifiquement pour les personnes afrodescendantes
Cessation immédiate de la coopération , du soutien et des subventions aux instances exploitant la terre/des personnes	Non

Proposition d'intervention au Parlement bruxellois, le 9/11

A) Comité de suivi

- Il y a eu les Assises de l'interculturalité. Avant cela, la Commission du dialogue interculturel. Rien n'a été mis en pratique.
-
- ➔ Il faut s'assurer d'un comité de suivi solide impliquant la société civile antiraciste et les personnes racisées, premières concernées. Ce comité de suivi doit être instauré dans une logique de cocréation :
 - Agenda des meetings
 - Timing des réunions
 - Méthodologie participative
- Le processus des Assises n'a pas toujours été rassurant à cet égard. L'apport de la Coalition dans le CoPil s'est plus d'une fois vu invisibilisé ou marginalisé.

B) Contenu du plan

- Nous insistons sur la nécessité d'actions qui feront la différence contre le racisme structurel, institutionnel et systémique.

Nous en soulevons x (nombre).

1. Statistiques, données, études et objectivation des constats

- Logique intersectionnelle

2. Logement

- Testings d'initiative, avec une augmentation des moyens pour les inspections et des sanctions à la clef.

C'est capital car...

- La sensibilisation n'a pas fait ses preuves
- Cela ôte la charge de la preuve des épaules des personnes discriminées
- L'on s'attaque ainsi au racisme structurel bien documenté sur le marché locatif.

- Rendre plus contraignante la grille indicative des loyers

- Conditionner les subventions aux propriétaires au respect de la grille indicative, comme en Wallonie
- Capturer les profits et les réinjecter dans la subvention au loyer

(voir le beau résumé fait par le Syndicat des Propriétaires, merci à eux lol
<https://www.snpc-nems.be/en/content/actualisation-de-la-grille-indicative-des-loyers-%C3%A0-bruxelles-vers-la-collectivisation-du>

Document complet: https://snpc-web.s3-eu-west-1.amazonaws.com/ULB_Grille_Loyer_Bruxelles_Rapport_M%C3%A9thodologie_20201104_0.pdf

3. Espace public et mobilité

- Contextualisation des statues et noms de rues, et de nouvelles statues

4. Santé

5. Prévention et sensibilisation

- Impliquer systématiquement les personnes racisées dans le processus de développement de campagnes de sensibilisation et de formations contre le racisme.

6. Emploi

- [Permettre le port de signes convictionnels dans la fonction publique \(front- et backoffice\)](#)

Exemple d'Actiris

Est essentiel car le gouvernement invisibilise de nombreuses personnes, et limite l'accès au marché de l'emploi. Et a une fonction d'exemple.

- [Testings d'initiative](#) – aussi avec moyens suffisants pour les réaliser, et sans l'accord de l'auditeur du travail.

- [Permettre de demander un permis de travail à partir de la Belgique.](#)

Les métiers de l'avenir ne nous donnent pas le luxe d'obliger le retour couteux pour demander un permis de travail

C'est aussi une question de lutte contre l'exploitation d'être humains. Voir les recommandations de Fairwork Belgium.

C. Conclusion

- Main tendue : notre participation au processus ne cesse pas avec cette session.
- Nous ré-insistons sur la nécessaire place des personnes racisées dans le comité de suivi.